



Groupe d'Économie Solidaire du Québec

<http://www.ugo.ca/ries2001/gesq/>

POUR RÉPONDRE À LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

5^e édition de l'Université d'été du GESQ

Estrie 2010, Centre d'arts d'Orford – 27 et 28 mai 2010

Compte-rendu des délibérations¹



Groupe d'Économie Solidaire du Québec



Carrefour de solidarité internationale



Coopérative de développement régional de l'Estrie

*Pour une société prospère...
l'Estrie coopère*



COMAX-Estrie

¹ Comité de rédaction et de révision du document : Chantale Doucet (ARUC-ISDC), Louis Favreau et René Lachapelle du GESQ

Notes d'ouverture par le président du GESQ

Depuis 20 ans, la mondialisation a transformé le contexte économique, social et politique : grandes transitions économiques, politiques, sociales et environnementales, mais aussi explosion des pratiques alternatives un peu partout dans le monde. Les grandes organisations sociales nées ou reconstituées dans l'après-guerre, qui ont façonné le développement, doivent recomposer leur action dans ce nouvel



environnement. Le mouvement syndical, le mouvement des agriculteurs, le mouvement coopératif et le mouvement des femmes prennent le virage d'une mondialisation alternative. On assiste aussi à l'émergence de nouveaux réseaux et de nouvelles organisations pour une consommation responsable, un commerce équitable, des entreprises socialement responsables, etc. Les réseaux de développement local se multiplient pendant que l'action collective s'internationalise. Les Forums sociaux à toutes les échelles en sont une éloquente illustration.

*La **crise alimentaire** menace tous les pays, mais frappe plus durement les populations du Sud. Nos réponses collectives proposent de revoir les modèles de développement en fonction de **la souveraineté alimentaire**. Quelles actions sont porteuses d'avenir dans une perspective de solidarité internationale? Nous avons à relever le défi d'inventer des alternatives durables, de partager nos acquis et de soutenir activement les paysans du Sud et les stratégies qu'ils développent.*

L'Université d'été du Groupe d'Économie Solidaire du Québec (GESQ), se veut donc un espace de réflexion collective sur ces nouveaux enjeux dans une perspective Nord-Sud. Nous étions en Estrie, au Centre d'arts d'Orford, une centaine de personnes et de nombreuses organisations (toutes liées au monde agricole, au monde coopératif, au mouvement des femmes, au mouvement de la solidarité internationale et

*au mouvement écologique)² réunies pour cette 5^e édition de notre université d'été pour réfléchir sur une dimension capitale de la crise globale que nous traversons, **la crise alimentaire**.*

René Lachapelle, président du GESQ pour le comité d'organisation

Janvier Cliche, directeur de la Coopérative de développement régional (CDR) de l'Estrie

Marco Labrie, directeur du Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke

Diane Lacroix, directrice de la Fédération de l'UPA-Estrie

André Martel, COMAX-Estrie.

² Il y avait d'abord des représentants d'organisations paysannes brésiliennes et maliennes. Parmi les organisations québécoises de caractère national figuraient la Caisse d'économie solidaire Desjardins, le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM), la Coalition pour la souveraineté alimentaire, la Fédération des producteurs de lait (UPA), Équiterre, la Marche mondiale des femmes (section Québec), SOCODEVI, Solidarité rurale, SUCO et UPA-DI. Les organisations régionales présentes étaient : de l'Estrie, la CDR, la fédération régionale de l'UPA, COMAX-Estrie et le Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke, Développement et Paix ; et en provenance d'autres régions, le ROSI (Outaouais), le réseau du GESQ au Saguenay, des réseaux communautaires de la Montérégie.

La souveraineté alimentaire comme alternative au modèle agricole dominant : pièce maîtresse de cette 5^e édition de l'Université d'été du GESQ

La souveraineté alimentaire est d'abord vue comme une alternative à un modèle agricole dominant mais défaillant. Le système agricole prôné par les institutions internationales et entériné par les gouvernements des pays du Nord et du Sud génère, en effet, plusieurs inégalités, injustices, la famine et la destruction de la production agricole locale sans compter les nombreux autres effets mentionnés par les conférenciers du Sud comme du Nord de cette université d'été bien québécoise mais qui était aussi une rencontre de caractère international. « La souveraineté alimentaire, c'est la lutte du monde paysan contre les inégalités dans la société » affirme d'entrée de jeu Franklin Midy, sociologue et militant de la diaspora haïtienne de Montréal. La souveraineté alimentaire exige donc des changements profonds, mais les obstacles sont nombreux.

Des politiques, des dispositifs et des organisations pour encourager la souveraineté alimentaire

Cette université d'été aura démontré qu'actuellement plusieurs organisations se sont emparées de la question de la souveraineté alimentaire et que certaines politiques et/ou dispositifs peuvent servir à faire avancer cet objectif. Au Québec, le modèle de gestion de l'offre, les plans de mise en marché, les coopératives, l'Agriculture soutenue par la communauté (ASC), le projet « À la soupe », la Déclaration de Montréal sur la souveraineté alimentaire, les Marchés de solidarité régionale, la Corporation des services regroupés de l'Estrie sont autant d'initiatives qui ont été mis de l'avant par les divers panels et lors des échanges entre participants. Des organisations, comme la Fédération des producteurs de lait du Québec, intègrent présentement le concept de souveraineté alimentaire dans leur vision. Gérald Larose, président sortant du GESQ et actuel président de la Caisse d'économie solidaire Desjardins y est allé d'une intervention qui allait plus loin encore : « Il faut participer et influencer la souveraineté alimentaire à partir d'instruments économiques que nous avons bâti au Québec comme la Caisse de dépôt ».

Au Sud, des mouvements se dessinent également : le Mouvements des sans-terre ; le mouvement paysan en Haïti ; la Marche mondiale des femmes ; la création de coopératives de producteurs agricoles et des mutuelles de solidarité et la mise en œuvre de politiques agricoles favorables à la souveraineté alimentaire au Mali.

Des approches également sont mises en place, dont l'approche agroenvironnementale de SUCO qui a généré une méthodologie qui donne des résultats sur le terrain. À cet égard, les coopérations Nord-Sud développées par cette organisation tout comme celles de SOCODEVI et d'UPA-DI qui nous ont été

présentées sont essentielles pour aider les paysans du Sud. Mentionnons également l'approche fédérative, communément appelée de terroir générée par le partenariat CSI/Kilabo ou encore l'approche axée sur les territoires développée par Solidarité rurale du Québec. Le commerce équitable tarde toutefois à intégrer le concept, nous dit une chercheuse de l'UQAM à ce propos, même si les populations locales estiment qu'il s'agit d'un enjeu fondamental.

Autonomie alimentaire et participation citoyenne

L'autonomie est au cœur du concept de souveraineté alimentaire. « Cette autonomie a une dimension politique. Elle interpelle la gouvernance des systèmes alimentaires » estime Frédéric Paré du Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke. C'est le droit à la gestion des marchés intérieurs qui est en cause ajoute André Beaudoin d'UPA-DI. À cet égard, il faut intervenir au niveau des politiques agricoles pour amorcer un changement.

Dans cette autonomie politique, la mobilisation citoyenne, l'équité et la démocratie sont des notions-clés mentionnés maintes fois par les conférenciers. Les interventions du gouvernement et les choix politiques doivent se décider étroitement avec les populations locales et les différents mouvements. À cet égard, il faut une société civile forte à travers la mise en œuvre d'actions participatives de développement. L'organisation Kilabo, au Mali, y travaille. La souveraineté alimentaire doit également prendre en compte la participation des femmes et les enjeux d'égalité entre les femmes et les hommes.

Entre les différents mouvements et à propos du type d'agriculture à valoriser, de fortes tensions sont toutefois présentes. En témoignent les débats suscités dans les échanges lorsque la représentation syndicale unique de l'UPA a été évoquée par une agricultrice. Par ailleurs, nous avons intérêt à mieux nous coordonner pour faire pression sur les gouvernements » affirme Anne-Marie Legault de l'organisation Équiterre.

Finalement, à partir des échanges et sur la base des propos tenus par les conférenciers, il ressortait nettement que **la souveraineté alimentaire**, c'est le droit d'accès aux terres agricoles, l'occupation du territoire et la diversification. Elle favorise les initiatives de développement local, la valorisation des marchés locaux et les pratiques d'achat local. Elles tissent des liens entre les agriculteurs, les consommateurs et les institutions. Elle s'appuie sur une vision de développement durable et une vision sociale et culturelle. Elle s'appuie sur une reconnaissance des agriculteurs et du rôle qu'ils jouent dans la vie sociale et économique d'un pays. Elle est ouverte sur le monde. Mieux ! Elle s'inscrit dans des solidarités nouvelles entre le Sud et le Nord parce qu'elle est tout à la fois locale et internationale.

LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE, C'EST D'ABORD NOURRIR NOTRE MONDE !

« Par souveraineté alimentaire, on entend le droit des peuples à définir leur propre politique alimentaire et agricole; à protéger et à réglementer la production et les échanges agricoles nationaux de manière à atteindre des objectifs de développement durable; à déterminer leur degré d'autonomie alimentaire et à éliminer le dumping sur leurs marchés. La souveraineté alimentaire ne va pas à l'encontre du commerce dans la mesure où ce dernier est subordonné au droit des peuples à une production agricole et alimentaire locale, saine et écologique, réalisée dans des conditions équitables qui respectent le droit de tous les partenaires à des conditions de travail et de rémunération décentes. »

Coalition québécoise pour la souveraineté alimentaire
Déclaration commune signée lors du
Rendez-vous québécois pour la souveraineté alimentaire
7 décembre 2007

Voici donc, à partir de ce premier portrait général de ces deux jours de délibération, une présentation plus détaillée des contenus soumis à la discussion de la centaine de participants présents à cette 5^e édition de l'Université d'été du GESQ.

Mise en perspective de la crise alimentaire et de la souveraineté alimentaire

L'agriculture au carrefour du local et de l'international

Les crises alimentaire, climatique, énergétique et financière sont bel et bien les symptômes de l'échec du modèle actuel de développement et l'expression d'enjeux communs au Nord comme au Sud. L'une des grandes ruptures qui s'impose est celle du modèle de production pratiqué depuis la deuxième moitié du XX^e siècle. La fin prévisible et mesurée des matières premières non renouvelables, la destruction des écosystèmes et de la ressource essentielle qu'est l'eau, ainsi que l'impasse du modèle actuel de production agricole nous placent devant un monde qui rétrécit à grande vitesse. L'**agriculture** est l'indicateur par excellence de cette dynamique qui affecte le local et le mondial.

À Genève, où se déroulaient les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à l'été 2008, l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA) a vite vu venir la remise en cause de la gestion de l'offre (GO) au Québec et au Canada. La GO est la clé de voûte d'un système bâti pendant 50 ans par les agriculteurs et les gouvernements pour assurer un revenu équitable aux producteurs et des prix raisonnables aux consommateurs. On constate donc que les enjeux locaux sont aussi mondiaux et que les enjeux mondiaux nous touchent à l'échelle locale.

Mouvements sociaux et agriculture

Les mouvements coopératif, syndical, paysan, communautaire, des femmes et de la consommation responsable au Québec et dans le monde doivent renouveler leurs stratégies à la fois au plan local et au plan international. Il en va des propres intérêts de leurs membres aussi bien que des impératifs d'une solidarité internationale sans laquelle les initiatives locales ont peu d'avenir. Nos organisations sont de puissants leviers collectifs de développement qui ne relèvent ni de la logique strictement marchande ni de la logique du seul service public, mais bien de l'intérêt général.

Conférence d'ouverture : la faim et le profit : une analyse de la crise du système alimentaire au Sud

Par Dom Tomás Balduino, Évêque émérite de Goiás (Brésil), animateur du Mouvement des sans-terre, membre du Conseil permanent de la Commission Pastorale de la Terre

Au Brésil, deux révolutions agricoles ont eu des retombées désastreuses pour la majorité de la population. Au nom de la modernisation de l'agriculture, les expériences locales des gens ont été détruites. La production locale a été remplacée par des monocultures destinées au

« La faim n'est pas la cause d'un manque de nourriture mais plutôt d'un manque d'accès à cette nourriture »

marché international comme la culture de la canne à sucre qui exige de grandes étendues de terres. Un climat de violence s'est installé : 12 388 expulsions de familles, 5 094 maisons et 3 488 plantations détruites et près de 1 000 assassinats de leaders et de travailleurs agricoles en 11 ans. Pour ces assassinats, il n'y a eu que 72 procès et, à ce jour, une seule personne est emprisonnée. La Banque de développement et le



gouvernement du Brésil, même avec le président Lula au pouvoir, appuient ces grandes propriétés. Il n'y a pas de démocratisation de la terre. En fait, explique Mgr Balduino, « **la faim n'est pas le manque de nourriture mais plutôt un manque d'accès à cette nourriture et un manque d'accès à la terre.** Le problème de la pauvreté dans le monde, ajoute-t-il, est le problème de la faim. Pourquoi y a-t-il du monde aussi riche et un autre aussi misérable ? ».

Les paysans s'organisent contre ces injustices et le Mouvement des sans-terre a pris racine. L'Église accompagne ce mouvement qui lutte contre le pouvoir et pour l'accès à des terres. À cet égard, le réseau de la *Commission pastorale de la terre* cherche à documenter les conflits et à en faire la diffusion en donnant notamment la parole à ceux qui ne l'ont pas. Pour faire des pressions sur les pouvoirs publics, les paysans occupent les terres. La problématique des sans-terre au Brésil, en Amérique latine et dans le monde est une initiative qui provient des gens d'en bas. La souveraineté alimentaire est pour eux une lutte, une guerre pour une agriculture en communion et en respect avec la terre. C'est le savoir vivre en harmonie, la coopération. Les indiens ont vécu sur ces terres pendant 30 000 ans sans mourir de faim, explique Mgr Balduino, alors qu'aujourd'hui les gens meurent de faim.

Une des forces du Mouvement des sans-terre réside dans l'appui obtenu de différents groupes au Nord : créer des ouvertures pour une meilleure prise en charge de cette question de l'accès à la terre, s'engager dans des luttes pour changer le rapport de pouvoir et **lutter contre les grandes entreprises**, autrement dit **l'agrobusiness**. Cette lutte passe aussi par la défense de la terre et l'écologie au Nord comme au Sud. « Le capitalisme entraîne la destruction et c'est à nous de réagir » affirme Mgr Balduino qui conclut : « C'est l'unité des forces populaires qui permet de faire des avancées ».



Site Internet : Mouvement des sans-terre du Brésil

<http://www.mst.org.br/>

Le MST brésilien instigateur de 20 000 coopératives

Au Brésil, une bonne partie de l'insuffisante réforme agraire passe par l'économie solidaire au sein de laquelle vingt mille coopératives sont très actives. L'élection de l'ex-syndicaliste Luiz Inácio Lula da Silva à la tête du pays mais surtout l'action du Mouvement des sans-terres (MST) y sont pour quelque chose. L'organisation des paysans à travers le MST a permis de mieux gérer la production, la transformation et la commercialisation des produits. Elle a également facilité la diffusion des services de base en milieu rural (santé, éducation, etc.), la revalorisation culturelle des campagnes mise à mal par le « tout urbain », l'agriculture biologique, la protection des semences et des variétés locales. Sans parler de la participation accrue des paysans et des ruraux aux décisions.

Extraits de « Des coopératives ouvrières aux banques, en passant par les associations de maraîchers : l'économie sociale, une réponse au capitalisme financier ? » *Le Monde diplomatique* de juillet 2009, p. 8-9.

Atelier 1 : Diagnostic des enjeux pour l'agriculture et l'alimentation

Le point de vue de l'UPA : François Bourassa, président de la Fédération de l'UPA-Estrie.

François Bourassa dénonce les nombreux problèmes auxquels l'agriculture fait face dans un monde rural actuellement en crise. Il faut produire plus avec moins. Les politiques agricoles sont défectueuses.

Sans compter les risques naturels et les changements climatiques.

À Genève, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) mise sur la déréglementation. « Toutefois, avec cette politique, explique François Bourassa, les agriculteurs sont ceux qui meurent de faim. Ces derniers, poursuit-il, ont droit à des revenus décents et les populations à une alimentation saine ». **Il faut des solutions locales appuyées par les pouvoirs publics.** À cet égard,

il est important de conserver les acquis du modèle agricole québécois avec la gestion de l'offre, les coopératives et les plans de mise en marché.

« Les agriculteurs sont ceux qui meurent de faim ».



De gauche à droite : Lucie Fréchette, animatrice de l'atelier, Franklin Midy, Claire Bolduc et François Bourassa



Site Internet : Union des producteurs agricoles (UPA)

<http://www.upa.qc.ca>

La souveraineté alimentaire, un projet en marche avant et au lendemain du tremblement de terre en Haïti par Franklin Midy, sociologue et militant de la diaspora haïtienne de Montréal

D'entrée de jeu, Franklin Midy explique qu'il y a des différences entre souveraineté alimentaire et sécurité alimentaire. Dans la perspective des pays du Sud, la souveraineté alimentaire, c'est ceux qui se nourrissent avec leur production alors que la sécurité alimentaire, c'est plutôt l'aide humanitaire.

Franklin Midy trace un bref historique des problèmes liés à la souveraineté alimentaire depuis la fin de la dictature sauvage de Duvalier en 1986. À ce moment, les États-Unis sont entrés massivement dans le pays, ce qui entraîna plusieurs changements. La création d'usines d'assemblage a mobilisé les paysans des terres appelés à y travailler comme ouvriers. Le plan américain, c'est-à-dire l'ouverture des marchés, a contribué à la destruction de la production agricole locale. En 1986, le pays était autosuffisant, notamment en riz, alors que dans les dernières années, il ne produisait plus que 30 % des produits alimentaires destinés à la consommation locale.

« Haïti est un pays pauvre, appauvri et maintenu dans la pauvreté par l'élite de la société haïtienne et la communauté internationale »

Même avec l'élection de Jean-Bertrand Aristide en 1994, les inégalités sont demeurées. Haïti est un pays pauvre, appauvri et maintenu dans la pauvreté par l'élite de la société haïtienne et la communauté internationale déplore Franklin Midy. Malgré leur majorité, les paysans qui comptent pour 70 % de la population sont invisibles. Le monde rural reste en dehors des préoccupations des services publics, routes, écoles dispensaires... Des luttes ont été amorcées pour sortir de cette domination néolibérale, pour une reconnaissance des paysans, pour la lutte contre les inégalités dans la société. Cette lutte du monde paysan pour la souveraineté alimentaire qui mobilise deux principales organisations : le mouvement paysan Papaye et des réseaux de petits paysans pauvres qui n'ont pas de terres. L'auto organisation est alors un enjeu important comme la **création de coopératives de producteurs agricoles et des mutuelles de solidarité**. Il ne faut pas s'isoler, explique Franklin Midy, et c'est pourquoi ces mouvements ont créé une ouverture et des solidarités nouvelles avec l'Amérique latine et notamment le Mouvement des sans terre du Brésil et l'organisation internationale des paysans *Via Campesina*.

En 2010, Haïti a été secoué par un séisme qui a eu des dégâts disproportionnés. Aujourd'hui, explique Franklin Midy, il ne s'agit pas seulement de reconstruire Haïti mais également de refonder le pays afin d'intégrer cette majorité, les paysans, qui a été maintenu jusqu'ici en marge. Il faut une souveraineté à la fois politique et nationale.



Quelques publications de Franklin Midy disponibles sur Internet

Effets Séisme dans la Revue *Alternatives* par Franklin Midy
<http://www.alternatives.ca/auteur/franklin-midy>

Haïti SOS : aide internationale à la reconstruction... solidarité pour la reconstruction nationale par Franklin Midy
<http://www.socialsciences.uottawa.ca/edim/eng/documents/Midy.pdf>

Occuper le territoire pour nourrir notre monde, par Claire Bolduc, présidente de Solidarité rurale Québec

Le modèle agricole actuel a atteint plusieurs limites. Au Québec, le transport des aliments par camion est considérable. Or, le pétrole devient rare. De plus, il y a une très grande concentration économique en agriculture. Par exemple, trois régions mobilisent la majorité des aides agricoles. La transformation et la distribution sont concentrées à Montréal. Actuellement, il y a de petites ou de grosses entreprises agricoles mais les échelons intermédiaires s'effacent. Les aides publiques n'ont pas changé depuis le rapport Héon.

« L'agriculture est un instrument par lequel s'exprime la souveraineté »

Pour Claire Bolduc, **l'agriculture n'est pas qu'une activité économique. Elle est avant tout une activité sociale.** L'agriculture est un instrument pour lequel s'exprime la souveraineté. Le premier rôle de l'agriculture est d'assurer l'alimentation des populations. À cet égard, l'approche axée sur le territoire préconisée par Solidarité rurale permet de changer le paradigme et d'appuyer la souveraineté alimentaire. Cette approche est différente du modèle sectoriel et propose une approche durable et ouverte sur le monde.

Il s'agit d'habiter, desservir et se réappropriier nos territoires, développer et supporter des activités économiques et sociales. L'agriculture doit être pratiquée selon les caractéristiques propres à chacun des territoires. Dans cette optique, il faut réorienter les aides publiques et **favoriser l'accès à des marchés de proximité.** Il faut miser sur la transformation locale et la distribution sur chacun des territoires. Il s'agit d'un projet d'agriculture durable qui respecte autant le citoyen que l'agriculteur. Ces derniers doivent obtenir un revenu décent. Occuper le territoire signifie également de soutenir une diversité de modèles. Il faut repenser nos modèles en fonction de nos territoires qui sont multifonctionnels. Il faut consommer davantage ce qui est produit chez nous.



Solidarité rurale a amorcé une démarche de réflexion sur l'occupation du territoire. Pour en savoir plus sur cette vision :
<http://www.territoires.qc.ca/>

Site de Solidarité rurale du Québec :
<http://www.solidarite-rurale.qc.ca/>

Atelier 2 : La souveraineté alimentaire, enjeux et pistes de solution

La souveraineté alimentaire pour assurer la sécurité alimentaire par Frédéric Paré, coordonnateur de la Coalition pour la souveraineté alimentaire

Selon Frédéric Paré, il faut distinguer les notions de sécurité, d'autonomie et de souveraineté alimentaire. La sécurité alimentaire est, selon la FAO, l'accès physique et économique de tous les êtres humains, à tout moment, à une alimentation suffisante, saine et nutritive. L'autonomie alimentaire d'un territoire renvoie à la proportion des aliments consommés sur un

« La cause des problèmes n'est pas liée à la productivité ou aux performances techniques. Elle résulte plutôt du choix des politiques alimentaires »

territoire qui en sont issus. Ce concept est toutefois muet sur la stratégie à mettre en place pour sa mise en œuvre. La souveraineté alimentaire va plus loin. Elle intègre une dimension politique et interpelle la gouvernance des systèmes alimentaires. C'est le droit des peuples de faire des choix collectifs. À cet égard, la souveraineté alimentaire intègre les deux autres concepts.



De gauche à droite : Sylvie Brassard, animatrice de l'atelier, Elsa Beaulieu, Adama Koné et Frédéric Paré

Les modèles agricoles actuels sont axés sur l'individualisme et génèrent plusieurs effets pervers : problème de

la faim, pauvreté, disparités de l'accès à l'alimentation, diminution du nombre de fermes, concentration de la transformation alimentaire et de la distribution, transport accru des aliments, etc.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la cause de ces problèmes n'est pas liée à la productivité ou aux performances techniques. **Il résulte plutôt du choix des politiques alimentaires.** À cet égard, avec l'adoption d'une politique d'autonomie alimentaire, le Québec avait enregistré une autonomie de plus de 70 % en 1985. 20 ans plus tard, après l'abandon de cette politique, l'autonomie est redescendue à 33 % en 2008.

À chaque signature posée à l'OMC, nous avons perdu un peu plus de notre souveraineté alimentaire explique Frédéric Paré. À cet égard, la Déclaration de Montréal sur la souveraineté alimentaire, signée en 2007 par 80 organisations, propose une nouvelle approche. Elle mise sur la responsabilité collective de l'État qui est de gouverner les systèmes alimentaires (c'est-à-dire la souveraineté alimentaire) pour assurer la sécurité alimentaire (par une stratégie d'autonomie), le revenu décent, la santé publique et l'environnement sain.



Présentation PowerPoint

http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/fichiers/universite_ete_2010/FredericPare.pdf



Site Internet de la Coalition pour la souveraineté alimentaire « D'abord nourrir notre monde » :

<http://www.nourrirnotremonde.org/>

Les enjeux de la souveraineté alimentaire au Mali et l'action paysanne par Adama Koné, agent de développement de l'Association Kilabo (Mali)

Le secteur rural domine l'économie malienne. Le gouvernement malien a redéfini sa stratégie de développement agricole. Elle vise à consolider les options majeures de la libéralisation de l'économie et de la décentralisation en mettant l'accent sur le transfert de certaines fonctions aux collectivités décentralisées ou aux organisations paysannes.

La mise en œuvre de la politique se heurte toutefois à plusieurs enjeux. Il y a d'abord un défi d'intersectorialité. Ensuite, même si en théorie la politique réserve une large place aux organisations paysannes, dans la réalité, il y a des problèmes de représentation. **Il faut également que les communautés s'approprient la politique afin de constituer un mouvement d'ensemble.** Le financement inadéquat est un autre enjeu. L'État et les collectivités n'ont pas de marge de manœuvre financière. Les bailleurs financiers sont à l'extérieur et posent des conditions. Il faut trouver des solutions pour alimenter les fonds. En outre, il existe plusieurs contraintes à la souveraineté alimentaire au Mali :

Au niveau de la production : difficultés d'accès à la terre, aux intrants, aux équipements et aux instances de décisions ; perte de la diversité génétique des plantes locales ;

Au niveau de la commercialisation : endettement chronique des paysans ; insuffisance de professionnalisme des principaux acteurs.

Au niveau politique : insuffisances dans la mise en œuvre de la politique de développement agricole.

Au niveau économique : insuffisance des ressources financières pour appuyer la souveraineté alimentaire et des mécanismes de protection des producteurs maliens par rapport au marché mondial.

Malgré ces défis, des actions paysannes ont été entreprises en faveur de la souveraineté alimentaire au Mali et la politique agricole a tout de même eu des retombées significatives : projets d'aménagement agricole, réhabilitation des sucreries, création de l'usine de montage de tracteurs, etc.



Présentation PowerPoint

http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/fichiers/universite_ete_2010/AdamaKoneA2.pdf

Marche mondiale des femmes : la souveraineté alimentaire, un enjeu de premier ordre pour les femmes par Elsa Beaulieu

Elsa Beaulieu présente une analyse féministe de la souveraineté alimentaire à partir de l'expérience de la Marche mondiale des femmes. La souveraineté alimentaire est très liée à la pauvreté et au rapport de genre et est **un enjeu de premier ordre pour les femmes**. Elle touche notamment la liberté et les impacts de l'organisation sociale et économique des femmes.

Les femmes jouent, en effet, un rôle important dans la production, la distribution et la préparation des aliments. Or, ces tâches sont dévalorisées et non reconnues. Le modèle doit être transformé afin de prendre en compte ce travail des femmes. Il faut construire une souveraineté alimentaire qui change ces enjeux. À cet égard, les femmes doivent participer à la définition de la souveraineté alimentaire.

La Marche mondiale des femmes a participé au *Forum international Nyéléni* à Sélingué au Mali sur la souveraineté alimentaire en février 2007. Les luttes ont ainsi été recadrées sous la bannière de la souveraineté alimentaire. Les femmes, en provenance de plus de 86 pays, ont rédigé une *Déclaration pour la souveraineté alimentaire paysanne*. La lutte des

femmes dans la marche est également liée à d'autres groupes comme *Via Campesina* et le Mouvement brésilien des sans terre.

Extrait de la Déclaration :

« Nous voulons voir l'alimentation et l'agriculture sortir de l'OMC et des accords de libre-échange. Plus encore, nous rejetons les institutions capitalistes et patriarcales qui conçoivent les aliments, l'eau, la terre, les connaissances des peuples et le corps des femmes comme une simple marchandise ».



Déclaration des femmes pour la Souveraineté alimentaire

[http://www.rqge.qc.ca/files/Declaration Femmes Nyeleni finale.pdf](http://www.rqge.qc.ca/files/Declaration_Femmes_Nyeleni_finale.pdf)

Forum pour la Souveraineté Alimentaire, Nyéléni, 23 et 27 février 2007, Sélingué, Mali

<http://www.nyeleni.org/>

Femmes, féminismes et souveraineté alimentaire : la division sexuelle du travail au cœur des enjeux par Elsa Beaulieu, sur le site du Réseau Québécois des groupes écologistes

<http://www.rqge.qc.ca/files/Femmes%20et%20souverainete%20alimentaire%20Elsa%20Beaulieu%202007jan08.pdf>

Atelier 3 : Répondre localement aux enjeux mondiaux

Les coopératives, les organisations de producteurs agricoles, les syndicats et les organisations de solidarité internationale se distinguent parce qu'elles reposent sur des structures solidaires qui permettent l'exercice d'une citoyenneté active. Mais surtout, elles peuvent ensemble constituer un mouvement lorsqu'elles savent forger des alliances durables entre elles et avec d'autres acteurs sociaux. Ces organisations sont alors porteuses d'un projet de société démocratique et solidaire aujourd'hui requis pour un développement durable. Ces organisations sont nos meilleurs atouts pour faire face à cette crise aux multiples facettes. C'est ici que se présente toute la pertinence de faire front commun pour faire progresser la souveraineté alimentaire ici comme au Sud. Comment cette convergence se réalise-t-elle en Estrie? Comment se réalise-t-elle au Sud? Comment peut-elle émerger à l'échelle mondiale?

La gestion de l'offre dans la production laitière, le point de vue de GO5, par Marcel Groleau, président de la Fédération des producteurs de lait du Québec

La gestion de l'offre est un système de gestion qui existe au Canada depuis les années 1960 et 1970. Ce système exerce une gestion des produits en minimisant les surplus pour les productions ovines, la volaille et le lait. La production des produits correspond aux besoins. Le gouvernement exerce une gestion également sur ce commerce en appliquant des tarifs élevés pour les importations. Ce mécanisme est basé sur les prix de production et assure un bon prix aux agriculteurs tout en assurant un produit accessible aux consommateurs. **Il contribue à l'achat local.** D'ailleurs le logo de la vache bleue sur les produits laitiers indique une origine 100% canadienne.

La vision de l'avenir du secteur laitier québécois et de la mise en marché du lait en 2017 misent sur un contrat social renouvelé avec la population et les gouvernements basé sur les principes de la souveraineté alimentaire et sur une gestion de l'offre efficace; la solidarité des producteurs de lait québécois et canadiens; la fabrication des produits de créneau par des transformateurs, artisans et producteurs-transformateurs installés dans des bassins laitiers régionaux ; une répartition équitable des fermes laitières familiales sur tout le territoire ; une bonne qualité de vie à ceux et celles qui y travaillent ; une agriculture

durable, écologique, misant sur les avantages d'une production combinant l'élevage et des productions végétales variées ; une reconnaissance des agriculteurs.



Présentation PowerPoint :

http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/fichiers/universite_ete_2010/MarcelGroleau.pdf



Site Internet de GO5 Coalition pour un modèle agricole équitable, la gestion de l'offre

<http://www.go5quebec.ca/fr/>

Fédération des producteurs de lait du Québec

<http://www.lait.org/>

L'approvisionnement durable par Jacques Lambert, directeur général de la Corporation des services regroupés de l'Estrie

La Corporation des services regroupés de l'Estrie (CSRE) est un regroupement d'achats pour les établissements de santé et de services sociaux qui négocie un volume d'achats de 74 466 560 \$ dans divers secteurs (aliments, matériel administratif et de bureau, etc.). Il est présent dans 28 établissements de la région de l'Estrie. À cet égard, **le secteur public est un joueur clé** qui doit amorcer une transition pour donner l'exemple en misant sur l'approvisionnement durable.

La CSRE a développé un canevas d'évaluation combinant les acquis et les défis à l'égard du développement durable. L'évaluation favorise le développement de produits responsables dans tout son cycle de vie : fournisseur de matières premières, transporteur, fabricant, distributeur, acheteur responsable. Cette démarche contribue à verdir les produits, à maximiser les retombées sociales des marchés et à construire des filières écoresponsables et durables.

Les orientations stratégiques CSRE sont les suivantes : un service d'approvisionnement à forte valeur ajoutée régionale ; être reconnu comme leader dans son secteur ; privilégier l'économie de sa région ; épauler ses membres pour implanter la loi sur les contrats des organismes publics ; mesurer l'empreinte environnementale des achats ; promouvoir et intégrer l'achat local.



Présentation PowerPoint

http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/fichiers/universite_ete_2010/JacquesLambert.pdf



Site Internet de la Corporation des services regroupés de l'Estrie

<http://www.csre.qc.ca/>

Rendre accessible la production locale par André Nault, fondateur du Marché de solidarité régionale des AmiEs de la Terre de l'Estrie.

Les AmiEs de la Terre de L'Estrie est une organisation fondée en 1987 qui vise à promouvoir une société écologique sous toutes ses formes. Le premier dossier fut le compostage domestique.

« J'ai tenté de trouver les règlements de la loi du marché, mais cette loi n'existe pas »

Dans notre société de consommation, explique André Nault, nous avons quatre croissances contre-productives : la croissance de l'exploitation de nos ressources naturelles ; la croissance de la détérioration de la vie humaine ; la croissance des inégalités entre les humains ; la croissance du pouvoir technocratique.

Les AmiEs de la Terre de L'Estrie ont créé le Marché de solidarité régionale comme outil de consommation et d'éducation.

C'est une formule originale qui allie la souplesse du commerce électronique et la convivialité du commerce de proximité. Il s'agit d'une plateforme d'achat par Internet qui permet d'acheter les produits des agriculteurs locaux de la région. Cette pratique d'achat local a de nombreux avantages : elle tisse un lien entre consommateurs et producteurs, favorise le développement durable notamment en réduisant le transport d'aliments, elle favorise l'élimination des OGM dans notre alimentation et celle des animaux, elle a des impacts sur le système alimentaire. Elle s'appuie sur une vision de développement durable basée sur la diversité biologique, sociale et culturelle, l'autonomie alimentaire, l'équité et la démocratie. « La seule façon de sauver la planète, c'est l'achat local » dit David Suzuki, cité par André Nault. Les marchés de solidarité se sont multipliés aux quatre coins du Québec. Aujourd'hui, il y en a plus de dix.

« La folie, c'est se comporter de la même manière et s'attendre à un résultat différent »
Albert Einstein, cité par André Nault.



Présentation PowerPoint

http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/fichiers/universite_ete_2010/AndreNault.pdf



Site Internet Les AmiEs de la Terre de L'Estrie

<http://www.portail.atestrie.com/>

Marché de solidarité régionale de l'Estrie

<http://www.atestrie.com/>

Atelier 4 : Commerce équitable et agriculture soutenue par la communauté : enjeux, risques et conditions d'un changement d'échelle

Quelles sont les stratégies développées par des initiatives telles que le commerce équitable ou l'agriculture soutenue par la communauté pour peser au-delà de la sphère locale? Ont-elles débouché sur des avenues, sur des impasses? Quelles seraient les conditions pour que ce changement d'échelle ne débouche pas sur une dilution des initiatives dans le modèle dominant, mais s'inscrivent réellement dans une dynamique de changements sociaux ?

Transformer le système alimentaire par le changement d'échelle par Anne-Marie Legault, coordonnatrice de la recherche à Équiterre

Équiterre, née en 1995, s'est donné pour mission de contribuer à bâtir un mouvement de société en incitant citoyens, organisations et gouvernements à faire des choix écologiques, équitables et solidaires. L'organisation a mis sur pied deux projets de démonstration agricole :

« Nous avons intérêt à mieux nous coordonner pour faire pression sur les gouvernements »

L'agriculture soutenue par la communauté (ASC) en 1995 et le projet « À la soupe ! » en 2007. Ce dernier tisse un maillage entre les agriculteurs et les institutions qui s'approvisionnent de produits locaux. Équiterre travaille également à l'éducation du public et des institutions (commerce équitable et achat local), réalise des recherches sur les politiques publiques en souveraineté alimentaire dans le monde et développe une vision solidaire avec les fermiers du Sud. Ses actions sont à différentes échelles.

Elle travaille sur plusieurs défis. D'abord, **le financement des initiatives agricoles** est, pour nous à Équiterre, **un enjeu prioritaire**, notamment **l'inégalité des subventions accordées aux agriculteurs**. Ensuite, la coordination des initiatives sociales est primordiale Anne-Marie Legault : « Nous avons intérêt à mieux nous coordonner pour faire pression sur les gouvernements ».



Présentation PowerPoint :

http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/fichiers/universite_ete_2010/AnneMarieLegault.pdf



Site Internet d'Équiterre

<http://www.equiterre.org>

Origine et objectifs de l'agriculture soutenue par la communauté par Caroline Poirier, Ferme Croque-Saisons, productrice participante au programme Agriculture soutenue par la communauté (ASC)

L'Agriculture soutenue par la communauté (ASC) a plusieurs points positifs. Elle contribue à l'occupation du territoire sur des terres parfois marginales. Elle est orientée vers la main-d'œuvre plutôt que sur les capitaux. Elle est accessible à la relève. Elle contribue à la diversification de l'agriculture et permet aux agriculteurs d'obtenir un prix raisonnable pour leur récolte. Elle contribue à l'agriculture bio et à réaliser des recherches dans ce secteur. Elle favorise le réseautage entre fermes isolées dans d'autres régions et contribue au partage de connaissances. D'ailleurs, le réseau des jeunes maraîchers écologiques organise des rencontres pour partager les connaissances.

L'ASC fait toutefois face à plusieurs défis. L'éducation du public pour l'achat local. À cet égard, il faut tisser des liens entre consommateurs et producteurs dans une vision à long terme. **Les politiques publiques sont également inégalitaires.** Il y a peu de ressources pour l'agriculture bio. Il y a eu quelques changements récemment avec le développement de circuits courts au MAPAQ et avec le projet de relève de la financière agricole, mais c'est encore très minime. Il faut que les politiques changent significativement et appuie la relève qui s'intéresse à l'agriculture bio. **La syndicalisation unique est également un problème** car elle ne permet pas de défendre une nouvelle agriculture. « Le développement durable exige des changements et une lutte contre les forces de l'inertie » conclut Caroline Poirier.



Site Internet Ferme Croque-Saisons
<http://www.croque-saisons.com/>

Les systèmes de garantie participatifs par Christian Guiollot, responsable du commerce équitable au Carrefour de solidarité internationale

« **Nous avons évoqué plusieurs crises** au cours de l'Université d'été, explique Christian Guiollot, **mais nous en avons oublié une moins spectaculaire mais plus sournoise, la crise politique et citoyenne.** Même si l'OMC n'est pas issue d'un vote populaire et qu'elle n'a aucune légitimité, poursuit-il, ses interventions font que les peuples sont de moins en moins souverains ».

Le commerce équitable partage des liens étroits avec l'engagement citoyen. Dans ce cadre, le système de garantie participatif est une clé de voûte. L'engagement politique est d'ailleurs à l'origine de ce commerce.

« Il y a une crise politique et citoyenne, peut-être moins spectaculaire que d'autres mais plus sournoise ».

Il existe des définitions des caractéristiques d'un produit de commerce équitable. Il y en a peu toutefois qui définissent une organisation de commerce équitable. Elle doit, en fait, répondre à trois critères : 1) engagement dans une filière commerciale ; 2) engagement dans l'éducation et la sensibilisation ; 3) rôle politique de plaidoyer.

En outre, il faut un processus transparent sur les critères du commerce équitable qui ne doit pas être remis dans les mains d'experts. Actuellement, la certification est une déposition du fait d'être citoyen. Il faut un cahier de charge avec des critères qui ne limitent pas le commerce équitable à une relation Nord-Sud mais intègrent également les rapports Nord-Nord et les rapports Sud-Sud.

Lors d'une consultation populaire sur le choix des critères d'un cahier de charge, les gens du Sud ont insisté sur l'autonomie alimentaire pour répondre aux besoins des populations locales avec le maintien d'une agriculture paysanne et diversifiée. Actuellement, dans la certification, aucun critère ne tient compte de cet enjeu. Or, l'inclusion, la participation, la transparence et l'autonomie sont des clés pour améliorer l'impact du commerce équitable pour les communautés du Sud.



Site Internet du Carrefour de solidarité internationale
<http://www.csisher.com>

Commerce équitable, développement durable et souveraineté alimentaire par Véronique Bisillon, Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Le commerce équitable est un mouvement pluriel avec des filières labellisées, des filières intégrées, des mouvements critiquant le commerce équitable et l'émergence d'entrepreneurs sociaux.

Les principes équitables touchent à toutes les dimensions du développement durable : l'économie (juste prix, accès direct au marché..), le développement social (respect des normes du travail, statut de petit producteur), la gouvernance (démocratie, transparence, participation) et la protection de l'environnement

« Le commerce équitable est un projet de transformation globale des règles commerciales qui reprend les travers d'un système que l'on dit vouloir renverser ».

Pourtant, **la souveraineté alimentaire n'apparaît pas dans les principes du commerce équitable** et n'est pas au rang des priorités pour les instances officielles de certification. Le commerce équitable est avant tout un commerce international. Il développe de plus en plus de filières de

produits de base qui n'avaient pas leur place sur les marchés internationaux (ex. : quinoa). « En fait, explique Véronique Bisailon, le commerce équitable est un projet de transformation globale des règles commerciales. Il tend cependant, par certains côtés, à reprendre les travers d'un système que l'on dit vouloir renverser ».

Somme toute, il y a des impacts positifs : la formation des producteurs ; la conscientisation et le rehaussement de l'estime des producteurs ; le maintien du tissu familial ; la consolidation des organisations. Toutefois, les organisations locales et leurs producteurs sont de plus en plus préoccupés par les questions de sécurité et de souveraineté alimentaire, notamment avec l'augmentation des coûts des aliments des dernières années. Or, cette question demeure entière pour le mouvement du commerce équitable.



Présentation PowerPoint

http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/fichiers/universite_ete_2010/VeroniqueBisailon.pdf



Site Internet de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

<http://www.crsdd.uqam.ca/>

Atelier 5 : La solidarité internationale : quelle coopération Nord-Sud face à l'enjeu alimentaire ?

Du local au mondial, les enjeux se rejoignent, mais les États demeurent encore les principaux régulateurs de l'économie. Au Nord comme au Sud, la capacité d'agir des mouvements d'influencer les politiques dans le sens des intérêts communs demeure une clé majeure du changement. Les organisations de la société civile doivent avoir les moyens de s'exprimer. Les moyens au Nord sont nettement considérables, mais l'un des principaux défis de nos organisations de solidarité est de faire en sorte que les sociétés civiles du Sud aient elles aussi les moyens d'agir. Il y a aujourd'hui, à des degrés variables au Sud comme au Nord, une volonté politique de reconstruire les régulations économiques et sociales pour



De gauche à droite : Louis Favreau, animateur de l'atelier, André Beaudoin, Adama Koné, Linda Gagnon et Alain Plouffe

contraindre les multinationales, favoriser la souveraineté alimentaire et développer les marchés intérieurs. Bref, prendre le virage du développement social pour conjurer les catastrophes écologiques. À l'heure où la mondialisation s'accélère, où les pouvoirs des États tendent à s'effriter et les multinationales à s'affranchir encore plus aisément des régulations nationales, de nouveaux acteurs de développement stimulent l'organisation des communautés locales dans les associations de quartier, les regroupements villageois, les associations de producteurs, les associations de femmes, les associations de jeunes, les réseaux coopératifs, etc. Dans une perspective de développement durable et solidaire des territoires, leurs actions innovent et préparent des alternatives. Des organisations de coopération internationale (OCI) sont très actives dans ce type de travail de plus en plus en synergie avec les syndicats, les organisations de producteurs agricoles et le mouvement coopératif.

Le mouvement coopératif québécois et la solidarité avec le Sud sur l'enjeu alimentaire par Alain Plouffe, directeur Afrique et Asie de SOCODEVI

SOCODEVI est une organisation de coopération internationale (OCI) issue d'un réseau d'entreprises coopératives et mutualistes québécoises (fédérations membres du CQCM) qui partagent leur expertise technique et leur savoir-faire avec leurs partenaires du Sud, afin d'y créer, protéger et distribuer la richesse. Ce réseau contribue au développement durable des pays où elle intervient en ayant pour objectif que les populations se prennent en charge.

Depuis 1985, SOCODEVI a réalisé 378 projets, a accompagné 634 organisations et travaillé dans 40 pays sur trois continents. « Par exemple en Bolivie, explique Alain Plouffe, nous avons un projet qui appuie la production et la commercialisation de produits non traditionnels. Les revenus de plus de 1 000 familles ont doublé. Une entreprise dédiée à l'exportation a été créée. Les familles de producteurs ont reçu la certification BIO leur permettant de commercialiser sur des marchés de niche et d'aller chercher une prime ». Parmi les autres projets de SOCODEVI mentionnons un projet de compétitivité et diversification agricole au Mali, un projet d'appui aux producteurs de la filière CACAO en Afrique de l'Ouest et un projet pour l'amélioration des conditions de vie des populations rurales au Viêt-Nam.



Présentation PowerPoint

http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/fichiers/universite_ete_2010/AlainPlouffe.pdf



Site Internet de SOCODEVI

<http://www.socodevi.org>

L'expérience du Carrefour de solidarité Internationale (CSI) et de Kilabo, vingt ans de solidarité par Adama Koné, agent de développement de l'Association Kilabo (Mali)

L'association KILABO est une organisation non gouvernementale malienne fondée en 1984 dont la mission est de contribuer à l'émergence d'une société civile forte à travers la mise en œuvre d'actions participatives de développement.

Le partenariat CSI/Kilabo a commencé par la réalisation de stages de solidarité internationale pour ensuite donner lieu à l'appui aux projets et programmes ponctuels de développement dans divers domaines. À la faveur de l'avènement de la décentralisation, vers la fin des années 90, qui occasionna la création des communes rurales au Mali, les deux partenaires ont entamé une démarche de réflexion à l'issue de laquelle une approche fédérative, appelée « approche terroir », est née. Celle-ci consiste à favoriser l'émergence d'organisations permettant le regroupement de l'ensemble des acteurs paysans d'un terroir ou d'une commune rurale donnée.

Ainsi, **le partenariat appuie l'émergence de fédérations paysannes et d'associations de femmes** dans l'espace des communes rurales, l'émergence de la confédération et les initiatives de développement local des populations paysannes.

« La connaissance du terrain et la grande capacité de mobilisation des populations autour des projets et programmes sont des conditions suffisantes pour garantir le succès à toutes les actions à entreprendre »

Les plans d'action des fédérations comportent les axes prioritaires de développement des communes. Parmi ces axes prioritaires figure, toujours, la question de la souveraineté et de la sécurité alimentaire.

La longue expérience de travail entre le CSI et l'association KILABO a permis d'établir une collaboration très franche et une grande confiance dans la mise en œuvre des projets et programmes de développement. « La connaissance du terrain et la grande capacité de mobilisation des populations autour des projets et programmes sont des conditions suffisantes pour garantir le succès à toutes les actions à entreprendre » conclut Adama Koné.



Présentation PowerPoint

http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/fichiers/universite_ete_2010/AdamaKoneA5.pdf



Site Internet du Carrefour de solidarité internationale (CSI)

<http://www.csisher.com/>

L'approche agroenvironnementale de SUCO, une contribution à la souveraineté alimentaire des populations par Linda Gagnon, chargée de projet, SUCO

SUCO accompagne depuis près de 50 ans ses partenaires dans cinq pays au Sud (Mali, Nicaragua, Honduras, Haïti et Pérou). Pour SUCO, la souveraineté alimentaire suppose l'existence d'une agriculture durable dont l'objectif premier est de nourrir les populations. Les causes d'insécurité alimentaire sont nombreuses, rappelle Linda Gagnon : faible productivité agricole ; phénomènes climatiques extrêmes ; déplacement/migration des populations rurales ; remplacement des cultures traditionnelles ; insécurité foncière ; répartition inégale des denrées alimentaires et/ou accès limité à celles-ci ; accaparement des terres.

Mais la souveraineté alimentaire se heurte également à plusieurs enjeux de taille. : le désengagement des États avec la baisse marquée des soutiens à l'agriculture et les Programmes d'ajustement structurel qui ont éliminé les services de soutien; le sous-investissement dans les infrastructures (communication, transport, irrigation); la libéralisation des marchés et des tarifs douaniers qui ont ouvert la porte au dumping des importations alimentaires subventionnées des pays développés.

L'approche agroenvironnementale de SUCO souscrit aux principes de la souveraineté alimentaire.

Dans cette perspective, elle intervient à quatre niveaux : auprès des familles paysannes ; auprès des organisations et institutions d'appui aux producteurs et aux productrices ; auprès des institutions de formation d'intervenants et intervenantes agricoles ; auprès des instances de concertation. Elle s'appuie sur cinq principes : rencontre et valorisation des savoirs et pratiques paysannes et scientifiques ; diversification de la production agricole ; valorisation des marchés locaux ; protection et restauration de l'environnement ; égalité entre les femmes et les hommes. Autour de cette approche, SUCO a développé une méthodologie.

Cette approche a contribué : à introduire de nouvelles pratiques alliant la diversification et la transformation alimentaire à des fins nutritionnelles, d'augmenter le rendement productif des terres et du revenu des familles, de diminuer les apports de pesticides et de fertilisants chimiques, de travailler à la revitalisation de marchés locaux et au reboisement des zones fragilisées, à développer une agriculture à haute qualité environnementale.



Présentation PowerPoint

http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/fichiers/universite_ete_2010/LindaGagnon.pdf



Site Internet de SUCO : <http://www.suco.org/>

L'UPA-DI en Afrique de l'Ouest par André Beaudoin, secrétaire général de l'UPA-DI

Né en 1993, UPA-DI intervient et travaille dans la mise en marché de la production agricole au Sud. Il s'agit d'une coopération de paysans à paysans qui contribue à défendre l'agriculture dans les pays en développement.

Il existe trois types d'agriculture, explique André Beaudoin : l'agriculture de subsistance, l'agriculture familiale et l'agrobusiness. Dans les politiques, l'agriculture familiale est actuellement négligée dans le modèle capitaliste. **Il faut donc intervenir au niveau des politiques agricoles pour amorcer un changement.**

Il faut également approfondir la question de la souveraineté alimentaire comme un instrument fondamental au Québec notamment avec le mécanisme de gestion de l'offre et les outils de mise en marché. Ces outils sont une force au Québec car ils ont permis, dans une certaine mesure, de résister à la mondialisation du marché. **Ce sont des outils qui manquent au Sud.** Il faut articuler la souveraineté alimentaire à travers ses relations avec le Sud.

À cet égard, nous avons soutenu, à UPA-DI, le démarrage du mouvement Maé Maé qui défend la souveraineté alimentaire. Ses principes : droit à la sécurité agricole ; droit à la terre agricole ; intégrité du territoire (environnement) ; protection de l'agriculture familiale ; droit à un prix équitable pour les produits de la ferme ; droit à la gestion des marchés intérieurs. L'un des objectifs fondamentaux de la souveraineté alimentaire est de conserver le contrôle de nos terres et de reconnaître le rôle joué par l'agriculture dans la vie sociale et économique d'un pays.



Site Internet UPA-DI
<http://www.upadi-agri.org/>

Site Internet Maé Maé
<http://www.upadi-agri.org/maemae.php>

Notes de clôture par le président du GESQ, René Lachapelle

La démarche de l'Université d'été nous a permis de mieux comprendre la variété des initiatives qui pointent vers une approche durable de l'alimentation, la dimension nécessairement politique de la souveraineté alimentaire et la contribution essentielle des mouvements sociaux pour y parvenir.

Des initiatives variées pointent vers une approche durable de l'alimentation

Les ateliers ont présenté plusieurs initiatives pour que les producteurs aient les moyens de produire dans des conditions économiquement viables, mais aussi socialement équitables et respectueuses de l'environnement. De la prise de terres par le Mouvement des sans terre au Brésil à la gestion de l'offre en passant par la préservation du patrimoine de diversité génétique des semences, la protection du territoire et l'innovation pour répondre aux nouvelles demandes, nous avons eu l'occasion de découvrir ou de mieux connaître une variété d'initiatives portées par une variété d'organisations. Nous avons aussi été sensibilisés à la finalité alimentaire de l'agriculture, **ce que ne respecte pas l'agrobusiness** dont les finalités de profit incitent à l'abaissement des coûts de production indépendamment des conséquences et à la recherche de créneaux rentables comme les cultures de rente et les carburants biologiques.

Les consommateurs, pour leur part, n'ont pas toujours l'information requise pour faire des choix éclairés sur les denrées qu'on leur propose. Mais de plus en plus s'organisent des réseaux d'échange qui favorisent la proximité des approvisionnements et des liens directs entre consommateurs et producteurs. Ces initiatives ont en commun la préoccupation que les termes de l'échange soient socialement acceptables. Des marchés de solidarité au commerce équitable en passant par l'agriculture soutenue par la communauté, émergent des **innovations** qui resocialisent les rapports entre les producteurs et les consommateurs.

Cette diversité d'initiatives est une richesse pour développer de nouvelles réponses au défi d'un monde où une production alimentaire excédant les besoins de l'humanité cohabite avec la faim qui affecte, souvent mortellement, 1,1 milliard de personnes. Ces initiatives sont en effet, pour une part, une façon de **RÉSISTER** à l'appauvrissement qui affame les populations, l'occupation des terres par le Mouvement des sans terre (MST) par exemple; et, d'autre part, des pistes pour **CONSTRUIRE** sur le terrain et maintenant des **alternatives viables à la base d'une économie solidaire** : le même MST a favorisé le développement, au fil du temps, de 20,000 coopératives (*Monde diplomatique*, juillet 2009, p.8-9). La diversité des initiatives et des alternatives ne va pas sans tensions voire sans conflits entre les acteurs concernés. Nous avons le défi de gérer ces conflits pour que, au lieu de diviser les forces d'avenir, ils permettent de discerner le meilleur. Car la souveraineté alimentaire est un enjeu politique autour duquel nous devons

savoir gérer des rapports de force.

La dimension nécessairement politique de la souveraineté alimentaire

Relevant du droit des peuples, la souveraineté alimentaire implique de subordonner le commerce aux exigences de la **finalité sociale de la production agricole, c'est-à-dire nourrir le monde**. Elle permet aux personnes l'accès physique et économique aux aliments (sécurité alimentaire), mais aussi l'autonomie alimentaire des peuples. Il ne peut y avoir de souveraineté alimentaire sans casser le cercle vicieux des inégalités sociales et des mécanismes qui non seulement les entretiennent, mais les aggravent. Du Mouvement des sans terre au Brésil à la lutte pour la préservation de la gestion de l'offre contre les multinationales de l'agroalimentaire, en passant par la réappropriation de l'agriculture paysanne en Haïti, ce sont de dures luttes qu'il faut mener pour briser des rapports qui aggravent les écarts entre celles et ceux qui ont faim et ceux et celles qui s'enrichissent en contrôlant la production alimentaire.

Lutter c'est obligatoirement s'organiser pour donner aux paysans les moyens d'agir et aux consommateurs les moyens de choisir des produits équitables. Les États doivent imposer aux marchés des contraintes pour que toutes les dimensions du développement soient prises en compte quant il s'agit d'alimentation. Mais nous savons bien que devant « la sagesse qui vient d'en bas » (Mgr Baldino), les prétentions des experts ont la préséance d'écoute et que ceux et celles qui veulent prendre en main leurs affaires sont violemment réprimés dans plusieurs pays. Les organisations doivent donc développer des alliances, établir des liaisons qui permettent des stratégies de solidarité. Cela passe par des liens entre les personnes qui mènent l'action, sur la base desquels il est possible d'établir de collaborations entre les organisations. Le défi c'est de faire converger les engagements politiques autour de propositions structurantes.

Le soutien essentiel des mouvements sociaux

Les initiatives locales dispersées n'ont aucune chance de transformer à elles seules les règles qui génèrent les inégalités et leurs terribles effets. Elles doivent se fédérer, constituer des réseaux, élargir les mobilisations. Cela n'est pas possible si les mouvements sociaux ne leur fournissent pas à la fois des perspectives rassembleuses et des moyens de lutte. Que ce soient les communautés chrétiennes progressistes d'Amérique latine et des Caraïbes, les organisations syndicales d'agriculteurs et les fédérations paysannes, le mouvement coopératif ou le mouvement des femmes, il faut que les énergies de mobilisation permettent aux innovations d'atteindre leur pleine envergure. Ce soutien humain et financier est déterminant pour la lutte et pour la recherche de compromis qui rendent possible l'institutionnalisation des réussites et la mise en application d'une législation favorable à la souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire est un enjeu politique.

Quelques références

Brunel, Sylvie (2009). *Nourrir le monde. Vaincre la faim*. Éd. Larousse, Paris.

Carfantan, Jean-Yves. (2009). *Le choc alimentaire mondial. Ce qui nous attend demain*. Ed. A.Michel, Paris.

Développement et Paix (2008). *La faim et le profit: crise du système alimentaire*. D&P, Montréal.

Doucet, C. et L. Favreau (2008). *Organisations de producteurs agricoles et de paysans dans le monde. La Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA)*. ARUC-ISDC, UQO, Gatineau.

Favreau L., L. Fréchette et R. Lachapelle (2010). *Les défis d'une mondialisation solidaire*. PUQ, Sainte-Foy.

Favreau Louis, Lucie Fréchette et René Lachapelle (2008). *Coopération Nord-Sud et développement, le défi de la réciprocité*. PUQ, Sainte-Foy.

Fédération internationale des producteurs agricoles. *Agriculteurs du monde*. Bulletin de la FIPA, Genève.

Fédération internationale des producteurs agricoles (2008). «La crise alimentaire mondiale : les solutions des agriculteurs». Projet de déclaration du 38e congrès mondial des agriculteurs à Varsovie, FIPA, 4 pages, <http://www.ifap.org/>

Maé Maé (2008 et 2009). *Bulletin Maé Maé*. UPA-DI, Longueuil.

Réseau des organisations paysannes & de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (2008). *Déclaration de la Plateforme Panafricaine des organisations paysannes*. Addis-Ababa, Ethiopie, le 23 mai 2008. [En ligne] : <http://www.roppa.info/spip.php?article115>

Sites Internet à consulter

AgriCord : <http://www.agricord.org/>

Fédération internationale des producteurs agricoles : <http://www.ifap.org/>

Réseaux des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'ouest : <http://www.roppa.info/>

UPA Développement international : <http://www.upadi-agri.org/>

Sites web des organisations partenaires de l'Université d'été

Carrefour de solidarité internationale (CSI) : <http://www.csisher.com/>

Coopérative de développement régional de l'Estrie (CDR) : <http://www.cdre.fcdrq.coop/>

Fédération de l'UPA-Estrie : <http://www.upa.qc.ca/>

Groupe d'Économie Solidaire du Québec (GESQ) : <http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/>

Prochains Rendez-vous

Invitation au Forum social mondial de 2011 au Sénégal (Saint-Louis et Dakar)

Dans les prochains mois, le GESQ mobilisera une délégation québécoise pour participer au Forum social mondial qui se tiendra à Dakar au Sénégal en février 2011. Dans les jours qui précéderont le Forum, le GESQ organisera une rencontre internationale dans une autre ville du Sénégal, Saint-Louis, à l'invitation des groupes et organisations de cette commune



Pour en savoir plus : site du GESQ
<http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/>

Quel projet de société pour demain? Conférence internationale, 22 et 23 septembre à Lévis

Le mouvement coopératif invite tous les autres mouvements (syndical, agricole, écologique, communautaire, des femmes, de la solidarité internationale et des jeunes) à réfléchir ensemble sur un projet de société alternatif. Nous sommes dans une période de mutation importante, et il faut renouveler nos stratégies. Pour le programme, les activités entourant cette conférence, les conférenciers, les délégations internationales qui sont de la conférence, consultez le site de la conférence



Site Internet de la Conférence
<http://www.projetdesociete.coop/>